

*Note conceptuelle*  
***Tunisia Economic Forum***

27 JUIN 2018

La transition démocratique, la construction de la deuxième république, la révision du modèle de croissance, l'inclusion économique, la promotion des exportations et la montée en gamme sont des sujets largement débattus par les politiciens, les économistes et les opérateurs du secteur privé. La construction d'une nouvelle vision économique qui doit être partagée et prospective, est une exigence pour que le pays revienne à un niveau de croissance conséquent.

La Tunisie est en pleine mutation. Au niveau national, le pays est engagé dans réformes structurelles appelées à lui permettre de recouvrer ses fondamentaux macroéconomiques. Au niveau international, la Tunisie devrait aussi dans un futur proche faire face à de nouveaux défis compte tenu de ses futurs engagements vis-à-vis de l'Union Européenne dans le cadre de l'ALECA.

Dans ce contexte qui déterminera l'avenir du pays, l'objectif primordial est d'agir en faveur de la promotion d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable. Cependant, les moyens et les choix stratégiques qui permettent de réaliser cet objectif suscitent des interrogations multiples dans un contexte de rareté des ressources. Les choix de politique publiques se trouvent en effet contraints par une rareté accentuée de ressources tel que l'eau, la terre et les ressources humaines hautement qualifiées rendant les marges de manœuvre de plus en plus limitées.

Pourquoi est-il aujourd'hui plus que jamais urgent de mener des réflexions approfondies sur les problématiques économiques liées à la rareté des ressources ? La réponse à cette question est aussi simple que cruciale: alors que le raisonnement sur la viabilité des choix économiques s'arrête souvent sur une logique de maîtrise des coûts dans la limite de ce que permet la rareté relative des facteurs de production reproductibles, la promotion d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable renvoie plus largement à l'impératif d'une gestion maîtrisée et efficace de ressources épuisables, plus ou moins renouvelables ou difficilement reproductibles.

Une meilleure maîtrise de l'usage d'une ressource tel que l'eau rendrait d'abord moins contraignante la gestion du gap entre son offre et sa demande outre le fait qu'elle permet de préserver un facteur tout aussi rare comme la terre par évitement de l'irrigation à outrance. Elle conduirait aussi à inscrire la gestion de l'eau rare dans le cadre d'un arbitrage plus favorable aux intérêts des générations futures. Quant à la gestion de la rareté des qualifications, facteur de moins en moins reproductible et de plus en plus mobile, elle renvoie plus largement à l'impératif de mener des réflexions profondes sur les politiques éducatives et sur les modalités pratiques de conserver le stock rare de talents ainsi que sur les moyens d'attirer les talents existants sur un marché international de plus en plus ouvert.

Face à ces défis majeurs, il est donc important d'ouvrir le débat en vue d'esquisser les grandes lignes d'une vision nationale stratégique de gestion des ressources rares qui devrait être centrée sur l'optimisation des décisions en rapport avec leur mobilisation et leur usage, sur la définition et la priorisation des choix de politiques à entreprendre pour contribuer à leur durabilité et aussi sur la promotion d'une nouvelle gouvernance institutionnelle de ces ressources.

Dans cet esprit du débat que souhaite engager l'IACE sur la gestion des ressources rares lors de « la quatrième édition du Tunisia Economic Forum », les discussions à mener devrait se focaliser sur :

### *Les politiques économiques et la contrainte des Ressources Rares en Tunisie*

Durant les prochaines décennies, la Tunisie doit se préparer à faire face à d'importants problèmes en termes d'accès à l'eau liés aux usages croissants et concurrents de cette ressource à la baisse tendancielle de leur offre. Par ailleurs, dans la mesure où les disponibilités en terres cultivables se feront de plus en plus rares, les défis résultant d'une pénurie portant simultanément sur les deux facteurs eau et terre doivent être appréhendés dans leur globalité et ne doivent donc pas être traités de manière distincte. Remédier aux pénuries de ces ressources se fait généralement par des approches techniques, institutionnelles et politiques.

Dans ce cadre, l'IACE propose d'étudier les modalités d'affectation de ces ressources entre les principaux secteurs de l'économie. Cette allocation devrait prendre en compte aux moins deux exigences : la première est de nature économique, celle-ci doit répondre à un impératif de recherche de l'efficacité. La seconde est plutôt multidimensionnelle et doit répondre aux préoccupations politiques, au rééquilibrage régional et à la problématique de l'emploi.

Le premier panel du forum proposera ainsi de débattre de :

**L'Optimisation des politiques économiques sous contrainte de rareté**

L'impact souvent coûteux de la sollicitation de ressources rares invite à rechercher des mécanismes d'ajustement alternatifs, non exclusivement fondés sur la logique de marché. Ceci à cause de la valeur sociale, individuelle et collective de certaines ressources à l'instar de l'eau. Faudrait-il alors dans un premier temps, mettre en évidence des politiques sectorielles pour la promotion des secteurs porteurs sous la contrainte de la rareté de ces ressources. Et dans un deuxième temps, identifier les progrès réalisés et les différents problèmes rencontrés dans plusieurs pays afin de disposer d'un benchmark des politiques optimisées qui peuvent inspirer les choix à entreprendre.

Les politiques envisageables devraient tenir compte ensuite de l'aspect territoriale, de l'intégration dans les chaînes de valeurs globales et surtout doivent être construites dans une approche de dialogue public-privé. Ces politiques doivent à la fois rallier des objectifs d'inclusion, d'emploi, de croissance et d'amélioration de la balance commerciale. Elles doivent tenir compte en outre de l'impératif d'une transformation digitale adoptée un peu partout dans le monde et dont la mise en place pourrait être contrainte par la rareté des qualifications.

Le deuxième panel discutera ainsi ;

**Les politiques à adopter pour une meilleure allocation des ressources rares**

La conséquence directe de la quatrième révolution industrielle à savoir la transformation digitale et la disponibilité des talents qui peuvent accompagner les entreprises dans leurs plans de transformation et de développement. La fuite des cerveaux est un problème qui se pose au niveau mondial et dont souffre plusieurs pays y compris certains pays développés. Les pays doivent penser et mettre en place les politiques publiques adéquates en vue d'offrir aux entreprises les ressources humaines nécessaires à leur développement. La disponibilité de ces ressources humaines au niveau national constitue aussi un facteur d'attractivité important pour le site Tunisie. Bien que ce problème soit de portée nationale, les entreprises tunisiennes doivent aussi y jouer un rôle.

C'est d'ailleurs dans ce cadre que le Tunisia Economic Forum sera suivi cette année par la première édition du forum de l'emploi où le problème de la rareté des talents y constituera l'un des axes majeurs.